

Valeurs Actuelles (site web)

mercredi 13 mai 2020 3277 mots

[Interview] Gaspard Koenig : quel avenir pour le libéralisme après la crise ?

Nicolas Clément

Philosophe, essayiste et président du think-tank Génération libre, Gaspard Koenig est une figure du libéralisme en France. Face à la crise du Covid-19, ce dernier refuse de céder aux sirènes du protectionnisme. Bien au contraire, l'auteur de "La fin de l'individu" semble plus décidé que jamais à faire renaître le "Phénix" libéral de ses cendres. Entretien.

Valeurs actuelles. Dans un texte intitulé "Ralentir", publié dans la collection "Tracts de crise" chez Gallimard, vous dites que le confinement vous a fait prendre conscience que notre « mode de vie sautillant était absurde, insoutenable ». La crise sanitaire aura-t-elle une influence décisive sur notre rapport au monde moderne ?

Gaspard Koenig. Soyons clairs : l'épidémie n'est liée ni à la mondialisation, ni au libéralisme, ni au socialisme, ni à aucun -isme. Il existe des virus depuis le début de la vie sur Terre. Lisant Montaigne durant le confinement, je retrouvai la trace des pestes du XVI^e siècle, quand les raisins restaient « suspendus aux vignes » et que l'on mourrait sans sépulture. Plus proche de nous, la grippe de Hong Kong a fait un million de morts à travers le monde en 1969, dont 40 000 en France. Or, que retient-on du XVI^e siècle ? Les guerres de religion. De 69 ? La révolution sexuelle ! Notre attitude hyper-angoissée face au virus ne reflète donc qu'une seule chose : l'évolution de nos propres mentalités, à commencer par l'aversion au risque qui est devenue le marqueur de la société moderne. Nous ne supportons plus la perspective de la mort, alors même qu'elle est notre seule certitude, et ce déni nous prépare à tous les renoncements. Il faut au contraire s'habituer sereinement à la pensée de la mort, pour mieux vivre. Comme l'écrit Montaigne : « La préméditation de la mort, est préméditation de la liberté. Qui a appris à mourir, il a désappris à servir. »

Dans la situation actuelle, je trouve des vertus à l'expérience historiquement inédite du confinement. En effet, cette immobilité brutale, cette sédentarisation forcée nous force à réfléchir à la manière dont nous menons nos existences. J'y ai trouvé personnellement, je ne m'en cache pas, un certain soulagement. Celui de maîtriser le temps.

Dans le même texte, vous dites que le coronavirus a révélé le « mal profond » qui sous-tendait les sociétés modernes. Plutôt que « l'environnement, la mondialisation et le populisme », notre angoisse fondamentale serait la « vitesse ». Qu'entendez-vous par-là ?

Hegel parlait de "ruse de la raison" pour désigner les événements apparemment hasardeux, mais contribuant au mouvement de l'histoire. Napoléon Bonaparte fut la ruse de la démocratie. Moins glorieux mais tout aussi célèbre, le Covid-19 est peut-être la ruse du ralentissement. Le besoin de vitesse est une invention culturelle ; si l'on en croit l'historien Christophe Studeny, la vitesse est née à la fin du XVII^e siècle, bien avant la révolution industrielle. On a mis les chevaux au galop sur les routes et commencé à battre des records de vitesse en diligence entre différentes villes. C'est donc la machine qui est issue de la vitesse, et non l'inverse !

Il n'y a rien à retrouver mais tout à inventer.

Naturellement, vitesse et lenteur sont des notions relatives. Ce qui définit la société de la vitesse, c'est moins son rythme que son désir d'accélération. Un sociologue allemand comme Harmut Rosa formule bien le problème en expliquant que nos sociétés ne peuvent se satisfaire d'une situation de stabilité (ce qui était pourtant l'idéal des Anciens) : il faut voyager plus loin, consommer davantage, ingérer une quantité sans cesse croissante d'informations. Cette identification de la liberté avec la multiplication des possibles est sans doute notre plus grande faiblesse. A l'inverse, si l'on se redonne la possibilité de maîtriser le temps, en sachant accueillir ce que les sinuosités de la vie nous offrent d'aléa et d'intempestif, peut-être résoudrons-nous beaucoup de nos maux de manière spontanée, sans grande révolution. Un monde plus lent est un monde où, très naturellement, l'environnement sera mieux respecté, les citoyens prendront le temps de la délibération, et les relations économiques deviendront plus humaines.

D'après vous, le « monde d'après » sera-t-il en mesure de se débarrasser de cet impératif de vélocité qui le fait « courir à sa perte », comme vous le dites ? Saurons-nous retrouver nos « attaches » et nos « valeurs » ?

Il n'y a rien à retrouver mais tout à inventer. Je ne propose pas de revenir à je ne sais quel âge d'or : chaque époque a cultivé la nostalgie du passé (Montaigne se plaignait de son siècle corrompu, et même Juvénal se lamentait de la décadence des mœurs à Rome...). Je pense au contraire que l'on peut conserver les indéniables avantages d'une société ouverte tout en y évoluant de manière plus apaisée. Je me méfie donc de l'illusion autarcique, tentation facile en temps de crise : tâchons que le "monde d'après" ne nous plonge pas dans le "monde d'hier" de Stefan Zweig, où l'on regretterait vite une époque de liberté somme toute douce et inventive pour bâtir à nouveau des frontières, avec leur corollaire inévitable : le nationalisme et l'affrontement.

J'entretiens une sorte d'idéal dialectique : les attaches dont vous parlez étaient subies hier ; incertaines aujourd'hui ; et choisies demain ? Les valeurs ne sont-elles pas d'autant plus fortes que chacun les a déterminées pour lui-même ?

Dans votre quête de « lenteur », vous annoncez dans Le Point vouloir parcourir l'Europe à cheval sur les traces de Montaigne. Au cours de cette odyssee visant à faire « renaître l'humanisme européen de ses cendres », n'avez-vous pas peur de vous retrouver Don Quichotte du libéralisme, représentant d'un monde où l'individu a déjà disparu ?

J'essaye précisément de renouveler le libéralisme. Mais plutôt que de me complaire dans les débats théoriques pairs, j'ai mis en place depuis plus de cinq ans une pratique et une méthode de voyages : je pars sur le terrain, confronter mes idées au réel. J'ai été au Colorado enquêter sur la libéralisation des drogues, au Brésil sur le revenu universel, au Kerala sur la tolérance religieuse, en Finlande sur les prisons ouvertes, en Suisse sur la démocratie directe, en Chine sur l'intelligence artificielle... Aujourd'hui, c'est la notion même de voyage que j'essaye de réhabiliter, en laissant la porte ouverte au détour, à l'inattendu, à la rencontre, comme Montaigne lui-même qui se vantait de ne jamais suivre son itinéraire et rendait fou ses compagnons de voyage !

Le cheval sera le gage de l'imprévu. Introduire un moyen de transport aussi obsolète en plein de milieu de notre modernité, de nos zones industrielles et de nos centres commerciaux, ne peut que produire une disjonction salutaire. Je trouve dans Montaigne une véritable philosophie du cheminement, accordant tout autant d'importance au trajet qu'à la destination, aux moyens qu'aux finalités. Cette leçon peut s'appliquer à presque tous les champs de l'existence... A cheval, demandant le gîte et le foin, je devrai également pratiquer l'autonomie, accepter le dépouillement, réapprendre les gestes les plus simples et les plus anciens. J'aurai le temps durant ces mois de

chevauchée de faire vivre la plus précieuse des libertés : celle que nous entretenons à l'intérieur de nous-mêmes, témoin de notre irréductible singularité.

Après la crise, envisagez-vous la fin du « nomadisme » que vous semblez décrier dans votre texte ?

Je me garde bien de projeter mes goûts personnels sur l'ensemble de la société et de vouloir imposer mes propres valeurs au genre humain. C'est l'erreur classique des intellectuels, dénoncée de Karl Popper à Raymond Aron, et qui a engendré tant de crimes. On voit aujourd'hui revenir cette mauvaise habitude au galop : chacun voit dans la crise la confirmation de ses propres thèses et la justification de son Grand Soir.

Le libéralisme est un Phénix. Au cours de sa longue histoire, il s'est régulièrement renouvelé.

Ce que j'espère et que j'encouragerai, c'est que l'on se déplace moins et mieux, et que l'on substitue le goût des cultures multiples à l'obsession du multiculturalisme. Rien n'est plus triste qu'une planète homogène, où tout le monde parle la même langue, consomme les mêmes produits et partage les mêmes idées. Pour devenir un « homme mêlé » comme le voulait Montaigne, encore faut-il pouvoir s'exposer à une vraie diversité de mœurs et de traditions. Il n'y a pas de tolérance sans confrontation à l'altérité.

En conclusion du "tract", vous mettez en garde contre « les intellectuels fumeurs d'opium qui voudraient profiter de cette crise pour abattre les principes libéraux » qui fondent nos sociétés. Pour lutter contre une possible riposte anti-libérale, ne faudrait-il pas repenser le libéralisme lui-même, afin qu'il soit davantage adapté aux enjeux de la modernité ?

Tout à fait. Le libéralisme est un Phénix, comme le dit l'historien Yuval Harari : au cours de sa longue histoire, il s'est régulièrement renouvelé. La dernière grande transformation eut lieu lors du colloque Lippmann de 1938, qui réintroduisit le rôle de l'Etat mais ouvrit la voie à une gestion utilitariste de la société, au règne des experts, qui allaient alimenter le néolibéralisme de la fin du XXe siècle. Aujourd'hui, on ne peut pas se contenter d'ânonner les dogmes de l'école de Chicago, en expliquant qu'il faut moins d'impôt et plus de « secteur privé » - comme si le secteur privé n'exerçait pas bien souvent la pire des oppressions. On ne peut plus, face aux découvertes de la psychologie et des neurosciences, répéter que l'homo economicus est par nature rationnel et responsable de ses choix. Il faut rompre définitivement avec la doxa friedmanienne et ses boutures libertariennes.

Sur le fond, j'estime qu'il faut passer redéfinir la liberté comme « pouvoir toute chose sur soi » (encore une expression de Montaigne...), autrement dit comme une relation intime à soi, l'émergence d'une personnalité singulière. Pouvoir sur soi, plutôt que pouvoir d'achat !

Vous savez, la solidarité c'est comme le sexe, plus on en parle, moins on la fait.

Cela doit guider de nouvelles politiques publiques, que nous essayons d'élaborer dans le cadre du think-tank que j'ai fondé, Génération libre. Il faut accepter que la délibération collective prime sur le calcul utilitariste et cesser de placer l'économie au-dessus des autres sciences humaines. Nous plaidons par exemple pour le revenu universel contre la folie actuelle du système redistributif, pour la propriété privée des données personnelles contre la captation de valeur et la manipulation des comportements par les GAFAs, pour le droit à disposer de son propre corps contre tous les nouveaux curés, pour une décentralisation radicale (y compris fiscale et réglementaire) contre la toute-puissance des bureaux parisiens, etc...

Le 4 mai, dans l'Obs, vous avez co-signé une tribune pour un "socle citoyen" en compagnie de Valérie Petit et Marc de Basquiat. Cette volonté d'instaurer un revenu universel n'est-elle pas symptomatique d'une refonte plus solidaire du libéralisme ?

Vous savez, la solidarité c'est comme le sexe, plus on en parle, moins on la fait. Pour moi, elle relève essentiellement d'un choix privé. Le revenu universel, c'est-à-dire le versement d'une somme égale à tous les citoyens pour subvenir à leurs besoins de base, sans aucune contrepartie, est bien plutôt un retour aux sources fondé sur une vision complète de la liberté humaine. Il constitue depuis des siècles la réponse libérale à la question de la misère - de Thomas Paine à Milton Friedman en passant par J.S. Mill et Hayek.

Il permet de donner une base réelle aux libertés formelles, en fournissant à chacun les moyens matériels d'exercer son autonomie. Il s'agit moins de réduire les inégalités que d'éradiquer la grande pauvreté... Le revenu universel assure que le travail paye (en supprimant tous les effets de seuil et trappes à pauvreté), responsabilise les plus démunis (comme démontré par de nombreuses expériences, de l'Inde au Brésil en passant par la Namibie ou la Finlande), et forme un filet de sécurité automatique, évitant ainsi l'inflation de la bureaucratie sociale.

Le socle citoyen que nous proposons, fondés sur des travaux rigoureux et réalistes, consiste en la combinaison d'un crédit d'impôt universel et d'un impôt proportionnel au premier euro. La somme nette reçue s'ajuste donc automatiquement aux revenus. Au-dessus d'un certain seuil de revenus (environ 2000 euros), l'impôt dépasse et absorbe le crédit d'impôt. Ainsi tout le monde reçoit... mais tout le monde contribue ! Ce socle citoyen pourrait être mis en place à finances publiques constantes, en fusionnant des allocations d'un côté et en simplifiant l'impôt de l'autre. La grande nouveauté dans ce vieux débat, c'est que la crise actuelle incite de nombreux pays à franchir le pas. Notre tribune a été cosignée par 45 parlementaires de la majorité présidentielle. Nous sommes près du but.

Dans une chronique publiée le 15 avril dans Les Echos, vous défendez bec et ongle le bien-fondé de l'application "Stop-Covid". Pourtant, vous menez avec Génération Libre une lutte de longue haleine contre les risques de surveillance numérique. Le « bon lecteur de Foucault » que vous-êtes serait-il prêt à troquer sa liberté contre davantage de sécurité ?

Absolument pas. Je plaide pour une propriété privée des données personnelles afin de donner à chacun la liberté entière de rester anonyme, de refuser le partage ou la géolocalisation. Aujourd'hui, nous livrons tout de nous-mêmes aux GAFA et aux plateformes, en acceptant des conditions d'utilisation illisibles et pernicieuses. Nous subissons une extorsion de valeur scandaleuse et une manipulation des comportements à grande échelle, sans que cela ne semble chagriner grand-monde.

Que la gauche se fourvoie dans le moralisme, c'est une évidence. Mais la droite ne fait pas mieux.

Mais la dénonciation de Stop Covid est un mauvais combat mené par des gens peu au fait des technologies. Car c'est précisément, pour une fois, une application vertueuse, puisqu'elle doit être volontaire et anonyme. Son code-source sera public et elle sera mise au point sans l'aide des géants américains (contrairement à la plupart des autres pays, le gouvernement français a rejeté l'offre d'Apple et Google, bravo !). L'utiliser, c'est faire preuve de civisme en permettant un meilleur suivi de l'épidémie. Râler contre Stop Covid sur Facebook, c'est le comble de la tartufferie : d'un côté on enrichit une entreprise privée américaine en lui fournissant gratuitement la matière première de ses profits (nos données), et de l'autre on refuse de participer à une initiative citoyenne et bien encadrée.

Dans Valeurs actuelles, le sociologue québécois Mathieu Bock-Côté a déclaré que le « coronavirus était le symbole de la faillite idéologique de progressisme ». Aussi, a-t-il ajouté que « ceux qui s'entêteront dans le mondialisme seront balayés par une élite de remplacement ». Validez-vous ces funestes présages, ou du moins son diagnostic ?

Je suis toujours gêné par ces grandes généralités. Que la gauche se fourvoie dans le moralisme, c'est une évidence, joliment dénoncée par le romancier américain Bret Easton Ellis dans son récent essai : *White*. La droite ne fait pas mieux, en renouant avec ses travers conservateurs. J'ai profité de ce confinement pour lire les Mémoires du Général De Gaulle, et j'y ai trouvé un appétit de modernité qui tranche avec les jérémiades nostalgiques de ceux qui se réclament aujourd'hui de son héritage.

Le progrès reste bien évidemment le chemin de notre humanité, comme il a toujours été celui de l'évolution biologique depuis des millions d'années. Nos sociétés occidentales vivent depuis plus d'un demi-siècle dans un confort sans précédent et dans la relative sécurité de l'Etat de droit. Nous ne supporterions pas une seconde de ne pas avoir de machine à laver, d'être coupé de réseau internet, ou de devoir partir à la guerre pour défendre la patrie. Ne nous comportons pas en enfants gâtés. A-t-on vraiment envie, au nom de l'authenticité, que reviennent les famines et les massacres ?

En revanche, il ne faudrait pas confondre progrès et optimisation. Le premier est inattendu, spontané, souvent inspiré d'expérimentations locales ou d'innovations individuelles. La seconde est une obsession du bien-être, aujourd'hui renforcée par la puissance des algorithmes, qui ne conduit qu'à une efficacité stérile. Il faut reconnaître que, au nom de l'utilitarisme, nous avons produit sur toute la terre une architecture trop laide, des divertissements trop bêtes et des métiers trop absurdes (les « bullshit jobs » dénoncés par David Graeber). Il est temps de renouer avec un certain nombre de fondamentaux anthropologiques. Les merveilleuses techniques que nous avons développées doivent être mises au service de nos besoins humains, et non l'inverse.

La belle histoire multiséculaire de la pensée libérale ne se confond pas avec les quelques décennies de néolibéralisme.

Quant au mondialisme, j'aimerais là aussi distinguer la pauvreté culturelle du Global Village avec le projet toujours valide du cosmopolitisme, d'une gouvernance mondiale qui règle les conflits et traite des problèmes par nature globaux : environnement, numérique, nucléaire...

Le philosophe Michel Clouscard prédisait que l'ultime expression du « libéralisme libertaire » serait un « néofascisme » qu'il décrivait en ces termes : « Tout est permis, mais rien n'est possible. A la permissivité de l'abondance, de la croissance, des nouveaux modèles de consommation, succède l'interdit. [Celui] de la crise, de la pénurie, de la paupérisation absolue. Ces deux composantes historiques fusionnent dans les têtes, dans les esprits, créant ainsi les conditions subjectives du néofascisme. » Sommes-nous sur le point d'en arriver là ?

La belle histoire multiséculaire de la pensée libérale ne se confond pas avec les quelques décennies de néolibéralisme. Le libéralisme, c'est la défense de l'individu contre les rentes économiques, les oppressions politiques et les fanatismes religieux. Dans cette perspective, l'Etat joue un rôle émancipateur primordial ; n'oublions pas que La richesse des nations d'Adam Smith est avant tout une théorie du gouvernement, et que les révolutionnaires français de 1789, inspirés de l'école physiocratique, ont inventé l'Etat moderne. De même, il est inepte d'opposer marché et régulation : depuis l'établissement des poids et mesures dans les foires de Champagne (si bien analysé par l'historienne Laurence Fontaine), c'est la régulation qui rend possible le marché !

Au cours de leur longue histoire, les libéraux ont toujours défendu les marginaux et les rebelles. Pierre de Boisguilbert se dressait contre Colbert et ses corporations en invoquant le droit pour chaque artisan d'exercer son métier, John Stuart Mill plaidait pour l'émancipation des esclaves et les droits des femmes, Frédéric Bastiat réclamait au Parlement le droit de grève, Jean-François Revel défendait les dissidents soviétiques...

Depuis les années 80, je regrette qu'une certaine frange néolibérale ait confondu les principes du marché libre avec l'idolâtrie des conglomérats et la défense (souvent intéressée) de leurs privilèges. Le libéralisme n'a rien à voir avec le Medef ! La concentration des entreprises, notamment dans le domaine numérique, est un des plus grands problèmes de notre époque. L'anonymat des processus et l'étouffement de la concurrence rendent le consommateur impuissant et captif. Ce qui me rend optimiste, c'est le glissement hors du salariat de toute une population de nouveaux entrepreneurs qui seront les artisans de demain, et les véritables piliers d'une économie fondée sur l'échange interpersonnel.

A nous de convaincre dirigeants et citoyens que la liberté est un risque qu'il faut toujours prendre !

Enfin, assurer des droits à l'individu ne revient pas à nier le groupe, bien au contraire ! Popper opposait justement individualisme et collectivisme d'un côté (deux manières de concevoir le contrat social) ; égoïsme et altruisme de l'autre (deux façons de se comporter personnellement). On peut donc être individualiste et altruiste (la combinaison gagnante !) ou à l'inverse collectiviste et égoïste (un schéma hélas assez répandu). J'ai constaté au cours de mes voyages que la liberté rendait les gens plus responsables, plus matures, plus généreux aussi. C'est un cercle vertueux qui suppose la confiance, à l'inverse de l'infantilisation permanente générée par le système français. Comme le constatait déjà Tocqueville, « c'est par la jouissance d'une liberté dangereuse que les Américains ont appris l'art de rendre les dangers de la liberté moins formidables. » A nous de convaincre dirigeants et citoyens que la liberté est un risque qu'il faut toujours prendre !

Lire aussi [En couverture] Fin de l'ultralibéralisme, retour de l'État stratège : Macron, le converti de la dernière heure Coronavirus : de l'ultralibéralisme à la tragédie Jérôme Sainte-Marie : "Macron a réuni les libéralismes et les bourgeoisies en un bloc élitare" Pourquoi le mot "libéralisme" ne veut plus rien dire Alain de Benoist : Le libéralisme, une "erreur anthropologique"

[Cet article est paru dans Valeurs Actuelles \(site web\)](#)